

PÉTITION : Cessez les pourparlers sur le libre-échange Canada-Europe et faites passer l'environnement et les emplois avant les profits des grandes entreprises!



PARCE QUE le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires négocient en douce avec l'Union européenne un Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Europe, et que cet accord de libre-échange va **bien au-delà de ce qui entre généralement dans le cadre des échanges commerciaux;**

PARCE QUE dans le cadre de ces négociations, l'Union européenne tente d'apporter des changements à la politique intérieure du Canada dans de nombreux secteurs, y compris en ce qui concerne les droits d'approvisionnement des administrations autres que le gouvernement fédéral (par exemple, les municipalités, les universités, les hôpitaux, les sociétés d'État et les services publics), la livraison du courrier ainsi que d'autres services publics (notamment les services d'aqueduc et de traitement de l'eau), les droits d'auteur et la politique de brevetage des médicaments, les télécommunications et les règles en matière de culture, le fonctionnement des régies des alcools provinciales, la politique environnementale et la réglementation visant les banques et les milieux financiers;

PARCE QUE l'entente risque d'annuler le droit des municipalités, des provinces et des territoires de déterminer leurs priorités, à l'échelle locale, en matière d'investissement de fonds publics dans des biens, des services ou des projets d'infrastructure. Pareille situation **réduirait de façon excessive** les possibilités des collectivités sur le plan économique;

PARCE QUE selon un avis juridique, les dispositions de l'entente visant à protéger les investissements **risquent d'empêcher la mise en œuvre de mesures provinciales ou fédérales destinées à contrer les changements climatiques**. Ces dispositions risquent aussi d'empêcher la réalisation d'autres priorités en matière d'environnement, notamment celles qui visent à contrer les terribles conséquences écologiques et sociales de l'industrie pétrolière au Canada. Parmi ces priorités, on compte d'éventuelles réductions de la quantité d'eau utilisée pour extraire le bitume ou des limites générales de production;

PARCE QUE selon une évaluation préliminaire effectuée pour le compte de l'Union européenne au sujet des conséquences de l'AECG sur le développement durable, cette entente risque d'**encourager la privatisation des réseaux d'alimentation en eau du Canada, lesquels sont presque tous publics. L'entente risque aussi d'accroître les émissions de gaz à effet de serre du Canada** en raison de l'extraction de nouvelles ressources et du transport de marchandises. Enfin, cette entente risque d'avoir des **répercussions négatives sur les droits des communautés des Premières nations;**

PARCE QUE selon une évaluation économique du chapitre de l'entente portant sur la propriété intellectuelle, **le coût des régimes publics et privés d'assurance-médicaments au Canada augmenterait de plus de 2,8 milliards \$**, et près de la moitié de cette hausse serait assumée par les régimes d'assurance-maladie des provinces, lesquels sont déjà en difficulté;

PARCE QUE selon une analyse critique dont a fait l'objet l'évaluation réalisée conjointement par le Canada et l'Union européenne quant aux avantages découlant de cette entente, les arguments en faveur du libre-échange ont été nettement exagérés, et, en réalité, l'entente risque de donner lieu à la **perte de 28 000 à 150 000 emplois;**

PARCE QUE la majeure partie de ce que nous savons sur les négociations relatives à cette entente proviennent de fuites de documents (version provisoire de l'entente et communications confidentielles entre différents représentants officiels du gouvernement du Canada et de celui de l'Union européenne), et que pareille situation est inacceptable pour une entente dont la portée est aussi vaste et profonde que celle de l'Accord économique et commercial global;

PAR CONSÉQUENT, NOUS DEMANDONS au gouvernement du Canada ainsi qu'aux gouvernements provinciaux et territoriaux **de cesser immédiatement toute négociation avec l'Union européenne** tant que des consultations publiques n'auront pas eu lieu à l'échelle nationales sur le traitement à réserver à un éventuel accord commercial entre le Canada et l'Europe et sur la pertinence de conclure un tel accord.

